

L'Etat incendiaire face aux banlieues en feu

Le sociologue Loïc Wacquant livre son analyse des événements de novembre 2005.

Comment analysez-vous la "crise des banlieues" en France et son traitement médiatique?

Il est remarquable et regrettable que les médias, et avec eux les dirigeants politiques, ne s'inquiètent des banlieues en déclin de la périphérie urbaine que lorsque l'ordinaire gris de misère matérielle et de précarité sociale qui est le lot de leurs habitants est interrompu par des explosions de colère et de violence collectives. Car, enfin, cette soit-disant crise n'en est une que pour des élites sourdes et aveugles qui, consumées par leurs luttes intestines et leurs stratégies de reproduction interne, ignorent tout de la réalité quotidienne des classes populaires dans le pays. Et de l'état calamiteux dans lequel l'État a mis ces territoires à l'abandon par ses politiques de dérégulation économique, de privatisation tous azimuts et de retrait urbain planifié.

Quelles sont les causes majeures des émeutes selon vous?

Selon les enquêtes de l'INSEE, le taux de chômage parmi les jeunes des Zones Urbaines Sensibles est passé de 28 % à 40 % entre 1990 et 2000, et la part des salariés précaires (CDI, temps partiel, stages, emplois aidés) a bondi de 13 % à 20 %. Faites le calcul : deux jeunes sur trois dans ces zones sont aujourd'hui membres établis du "précarariat".

Ajoutez à cela la discrimination au faciès et au patronyme pour ceux d'entre eux issus de l'ancien empire colonial, la stigmatisation des cités d'habitat social dans le discours public, et le harcèlement journalier de la police à qui on demande de contenir par la force les micro-désordres générés par l'insécurité sociale rampante, et vous avez tous les ingrédients requis pour que les banlieues prennent flamme au premier incident grave. Et que l'incendie se propage au galop quand un Ministre de l'Intérieur cynique et manipulateur jette l'huile de l'injure sur le feu de la désolation sociale qui couvait. Ce qui est étonnant finalement, c'est que des révoltes perleées de ce type n'arrivent pas plus souvent.

Quelle comparaison est-il possible d'établir avec les Etats-Unis et les émeutes raciales qui ont secoué leurs métropoles ?

L'invocation sauvage de l'Amérique et la thématique sensationnelle du "ghetto" servent à se faire peur et à vendre de la copie. Mais elles reposent sur un contre-sens sociologique complet et



Loïc Wacquant est sociologue, professeur à l'Université de Californie (Berkeley) et chercheur au Centre de sociologie européenne (Paris). Il est notamment l'auteur de *Les Prisons de la misère* (Raisons d'agir Editions, traduit en 14 langues) et de *Parias Urbains. Ghetto, banlieues, État* (à paraître chez La Découverte). Il a également coordonné (avec Franck Poupeau et Sylvie Tissot) le dernier numéro des Actes de la recherche en sciences sociales consacré aux "Figures du ghetto" (n°160, décembre 2005). ■

elles font obstacle à un juste diagnostic du problème. Dans mon livre *Parias Urbains*, je dresse une comparaison méthodique du ghetto noir américain et des banlieues prolétariennes de l'hexagone. Cette comparaison montre que les territoires de relégation de la ville française sont à proprement parler des anti-ghettos.

D'abord, ces territoires sont le produit, non pas d'une segmentation ethnique inscrite dans la loi et dans la structure de l'espace physique et mental du pays, mais de la fragmentation de l'univers ouvrier construit lors de l'ère industrielle fordiste. Ensuite leurs populations ne sont pas homogènes mais foncièrement hétérogènes et, à ce titre, dépourvues d'une identité commune - si ce n'est celle, négative, d'habitants d'un lieu honni. Les banlieues en jachère souffrent en outre d'un déficit d'organisation et notamment des carences des services publics de base, alors qu'un ghetto se caractérise toujours par la force d'un réseau d'institutions parallèles propre au groupe ainsi confiné, qui lui sert de bouclier contre la domination extérieure.

Enfin, les habitants des quartiers "à problèmes" ne revendiquent nullement la reconnaissance d'une quelconque altérité culturelle: ils demandent qu'on leur donne tous leurs droits en tant que citoyen(ne)s français(es). Nulle "crise d'identité" ici, bien au contraire! Mais les dirigeants politiques - et les sociologues de cour - raffolent du discours culturaliste de l'ethnicité et du "ghetto", idéal pour occulter la nouvelle question sociale de l'insécurité sociale généralisée sur fonds de croissance fulgurante des inégalités. On glose à tort et à travers

des "immigrés de la deuxième génération", qui justement ne sont en rien des immigrés, pour mieux faire oublier la "troisième génération" du chômage de masse et de la précarité salariale organisée.

Les réponses apportées à cette occasion au malaise social vous semblent-elles relever de la pénalisation de la pauvreté telle que vous l'analysez dans *Les Prisons de la misère*?

L'Etat-incendiaire réagit de manière schizophrène aux dégâts sociaux et humains créés par sa propre politique de désencadrement de l'économie et de "marchandisation" des biens public tels que le logement, l'éducation, la santé et même la sécurité. D'un côté on renforce la présence policière, on accentue la répression judiciaire et on embastille à tourne-bras sous l'égide d'une loi d'exception exhumée de la période coloniale, pour parer au plus urgent et donner l'impression (fausse mais électoralement utile) que "l'autorité de l'État" est rétablie. De l'autre, on restaure les aides aux associations, on alloue des moyens accrus à la rénovation de l'habitat, ►

Négation de la question sociale et dérive liberticide

Face à la critique majoritaire du libéralisme et à la crise de légitimité du politique, la révolution conservatrice s'accélère. Rupture sociale et rupture démocratique sont à l'ordre du jour. Dans cette situation dangereuse, exigences sociales et exigences démocratiques forment la matrice d'une alternative politique.

L'exacerbation des tensions sociales n'existe pas seulement du point de vue de la conflictualité nouvelle entre les institutions, dont la police, le pouvoir politique et une partie des jeunes des quartiers populaires. Les tensions traversent au contraire les générations et les territoires, sauf peut-être en apparence les quartiers favorisés des grandes villes jusqu'à présent à l'abri des violences (mais pour combien de temps ?).

A la différence des violences urbaines, la violence exercée par le pouvoir politique

► l'école, la formation, les stages - bref on relance les dispositifs dits d'insertion. Mais insertion dans quoi?

Non seulement ces deux réponses sont contradictoires entre elles, mais elles ne sont pas du tout à la mesure des dislocations dont les banlieues en déclin sont le réceptacle et le point de fixation. La mise sous coupe pénale des quartiers populaires ne peut qu'aggraver le sentiment de frustration et d'injustice des jeunes qui en sont la cible. La réhabilitation du cadre de vie et le déploiement de petits "tremplins" de mobilité qui sauveront une minuscule minorité laissent intouchée la structure des inégalités dont le creusement mine la classe ouvrière. Et avec elle la légitimité d'une noblesse d'Etat, de droite comme de gauche, dont l'indigence intellectuelle et le manque de courage civique auront

rarement été aussi flagrants et aussi coûteux pour le pays. ■



Les prisons de la misère,
Loïc Wacquant,
Raisons d'agir
Editions, 1999.
Un livre plus
que jamais
d'actualité...

à l'encontre de toute la société s'est installée peu à peu ces dernières années, instaurant une rupture avec l'ordre démocratique tel que nous le connaissons depuis au moins les années 70. Cette violence ne naît pas des événements de novembre 2005. Elle existe lorsque face à des millions de citoyens manifestant contre la réforme des retraites, en 2003 - et soutenus par l'opinion publique - le gouvernement impose sa ligne et n'ouvre aucune discussion. Elle existe lorsque les mouvements sociaux, qui se succèdent nombreux et puissants - quoi que presque toujours de champs limités -, n'obtiennent rien d'autre que du mépris. Plus largement encore, elle existe lorsque les échecs successifs de la majorité parlementaire aux différents scrutins électoraux des dernières années n'aboutissent à aucune concession. Elle existe enfin lorsque le vote de 55 % des Français au référendum contre le projet de Traité de constitution pour l'Europe ne conduit à aucune remise à plat des options de l'ensemble des partis de gouvernement qui, tous sauf le parti communiste, l'ont soutenu.

Qu'est-ce que le "pacte démocratique", sinon la prise en considération des exigences de la société civile, des citoyens, c'est-à-dire la possibilité pour les citoyens d'influer sur le cours des choses ? Le pouvoir n'a de cesse de dénoncer des « *preneurs d'otage* », lorsque des salariés usent du droit de grève, conquête démocratique fondamentale, là où il devrait ouvrir des discussions. Un énorme recul a eu lieu ces dernières années, sans que l'on conçoive le plus souvent qu'il s'agit là d'un mouvement de fond : il semble imperceptible tant que chaque mouvement social, chaque événement est pris isolément. Certains ont néanmoins parlé à juste titre de révolution conservatrice, qui passe notamment par pertes et profits la négociation sociale et brime toutes les formes d'implication des

citoyens dans la vie de la cité (annulation de toute velléité de développement d'une démocratie sanitaire, suppression des subventions aux associations dont le rôle en matière de médiation est essentiel...).

Le tournant de novembre 2005

Reste qu'une rupture importante a eu lieu en novembre, qui comporte plusieurs dimensions : premièrement, là où il y avait surtout volonté affichée de réforme au soi-disant bénéfice de la société, c'est une négation de la question sociale qui s'est affirmée. On trouve cela, entre autres, dans les discours de Nicolas Sarkozy, affirmant que les problèmes des quartiers populaires sont « *la drogue* » et « *les bandes* », qu'il s'agit d'éradiquer (il suffit de regarder l'exemple américain pour savoir ce qu'il en est de l'efficacité des rhétoriques guerrières d'éradication). On le trouve aussi dans le silence - partagé par la grande presse et par la gauche social-libérale, et malheureusement pas le monopole des seules forces conservatrices - sur l'impérieuse nécessité de modifier en profondeur les conditions sociales précédemment évoquées pour changer la condition sociale, de combattre les inégalités sociales et territoriales, d'en finir avec les politiques qui privilégient toujours les zones et les populations riches.

Pour Nicolas Sarkozy et Dominique de Villepin, il n'y a pas d'abord de l'injustice sociale, de l'inégalité des chances : il n'y a que des personnes qui ne font pas suffisamment d'efforts, l'Etat ayant vocation à donner leur chance à ceux qui veulent vraiment s'en sortir, la masse de ceux qui sont perdus pour le système économique pouvant bénéficier de la charité et des restaurants du cœur.

Deuxième rupture, dans le prolongement de la première, le social et plus largement l'action publique ne sont conçus que comme contrepartie de l'effort, et conditionnés : il faut que les populations soient obéissantes, soumises. Là aussi les vieilles recettes des conservateurs sont à nouveau mise en avant : proposition de suspendre les allocations familiales aux familles dont les enfants présenteraient des troubles du comportement à l'école,